

Les militants du PCF lancent Roussel dans la présidentielle

Abel Mestre

Les communistes s'éloignent un peu plus de Jean-Luc Mélenchon

C'est désormais officiel. Les militants communistes viennent de désigner, *via* un vote organisé du 7 au 9 mai, leur secrétaire national Fabien Roussel, comme candidat à l'élection présidentielle de 2022 avec un score de 82,36 % des suffrages pour (sur un peu plus 30 000 votants).

« Je suis enthousiaste de mener avec vous, pour vous, la bataille de l'élection présidentielle, a affirmé Fabien Roussel, dimanche soir. Reprenons ce pouvoir qui nous appartient. (...) Invertissons la vapeur. Relevons ensemble le défi des jours heureux. Le temps est venu d'abolir les privilèges. »

Cette décision n'a rien d'une surprise : il y a un mois, la conférence nationale du Parti communiste français (PCF) avait déjà fait ce choix à une large majorité (73,57 % des votes). Par ailleurs, Fabien Roussel avait conquis la tête du parti, fin 2018, sur la promesse de candidatures autonomes communistes aux élections, notamment la présidentielle.

Selon lui, l'effacement électoral du PCF a contribué à l'invisibilisation et donc à l'affaiblissement des communistes dans le débat politique. Fabien Roussel l'assure : il n'est pas question de se retirer de la course avant la fin. Il ira *« au bout »*. *« Soit je décolle et c'est une chance pour la gauche, soit je reste au ras des pâquerettes et ça ne change rien pour la gauche, affirmait-il en avril. Je suis en rage. Je veux porter la colère que je vois et lui donner une perspective politique. »* M. Roussel veut également proposer un pacte législatif à l'ensemble des forces de gauche et écologistes pour *« construire une majorité de gauche à l'Assemblée nationale »* où les communistes auraient, bien évidemment, toute leur place.

Méfiance

Ce sera donc la première fois depuis 2007 que le PCF participera, sous sa bannière, à l'élection suprême. C'était alors la secrétaire nationale de l'époque, Marie-George Buffet, qui avait porté les couleurs communistes. Avec, finalement, un résultat médiocre : 1,93 %. Depuis, la Place du Colonel-Fabien s'était effacée, préférant un soutien à Jean-Luc Mélenchon, en 2012 et 2017. Mais les communistes sont échaudés. Ils estiment avoir été méprisés et maltraités par l'ancien socialiste, et n'ont pas voulu reconduire cette stratégie, malgré les appels à l'unité de certains de leurs députés, comme M^{me} Buffet.

Une chose est sûre : c'est un coup dur pour Jean-Luc Mélenchon. Le chef de La France insoumise (LFI) cherchait depuis de nombreux mois le soutien du Parti communiste. Le 4 mai, M. Mélenchon leur a même adressé un appel sur sa page Facebook, rappelant que *« la prééminence électorale du pôle populaire »* avait été construite *« ensemble »* et assurant qu'il restait *« partisan de cette union et de l'organisation avec elle d'un rassemblement aussi large que possible »*.

Mais c'était inutile, le lien était déjà rompu. La direction du PCF se méfie des *« insoumis »* et estime qu'on ne peut pas leur faire confiance. Ils en veulent pour preuve ce qu'il s'est passé dans les Hauts-de-France, pour les élections régionales. Alors que M. Roussel devait conduire une liste d'union réunissant notamment communistes, *« insoumis »* et socialistes, les dirigeants locaux de La France insoumise ont *« topé »* avec Europe Ecologie-Les Verts (EELV), forçant toute la gauche à se ranger derrière la députée européenne écologiste Karima Delli. Plus grave pour les communistes : cette *« manœuvre »* était destinée, selon eux, à empêcher M. Roussel d'avoir une rampe de lancement pour 2022. Ce qui les a confortés dans leur volonté de se présenter, coûte que coûte.